COOPÉRATION SINO-ALGÉRIENNE

Les Chinois veulent consolider leur présence en Algérie

Les Chinois veulent consolider leur place dans leurs échanges commerciaux avec l'Algérie. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'ambassadeur de la République de Chine en Algérie en marge de la conférence organisée par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) au Bastion 23 à Alger.

M. Liu Yuhe a plaidé pour une présence remarquée de son pays dans la sphère économique algérienne. Selon lui, «il y a encore beaucoup de choses à faire avec l'Algérie dans les domaines économique et commercial».

Il a considéré que les échanges entre les deux pays qui sont établis à hauteur de cinq milliards sont insuffisants par rapport aux capacités des deux pays. Le diplomate a souligné «l'intérêt croissant de la Chine pour le marché algérien» eu égard à «l'excellence des relations politiques algéro-chinoises». Il a soutenu, également, que la coopération bilatérale entre dans une nouvelle phase de développement pour un partenariat «mutuellement profitable».

Il y a quelques mois, le même diplomate a indiqué qu'une cinquantaine d'entreprises chinoises de grande envergure sont présentes en Algérie et qu'une vingtaine d'accords de coopération dans différents domaines ont été signés entre les deux pays.

Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie a atteint 4,55 milliards de dollars durant les onze premiers mois de l'année 2010, soit une hausse de 2,2% par rapport à la même période de 2009, a-t-il indiqué.

En 2009, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à 5 milliards de dollars, en hausse de 11,4% par rapport à 2008, a-t-il encore souligné.

Notons que le colloque organisé par la CCFC, le sixième du genre, a traité de la problématique des «ressources naturelles maghrébines et le développement». Ce rendez-vous qui durera trois jours verra la présence de plusieurs experts et intervenants de la question économique.

A. B.

FEMMES ET POLITIQUE

Les Algériennes préfèrent militer dans leurs familles

La participation de la femme algérienne dans la vie politique ne peut évoluer sans réformes et sans promouvoir les conditions du jeu démocratique, a déclaré hier Abdelmadjid Menasra, vice-président du Front national du changement (FNC), lors d'une rencontre sur la promotion de la participation politique de la femme.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - La rencontre qui s'est tenue à l'hôtel Essafir a regroupé une vingtaine de militants et de militantes représentant différentes associations d'obédiences islamistes. La grande salle de conférences était quasiment vide, cela ne semblait pas déranger Abdelmadjid Menasra qui s'était lancé dans sa plaidoirie.

Les Algériennes se contentent souvent, dit-il, de militer au sein de leurs familles et préfèrent s'occuper seulement des sujets qui concernent les femmes comme la révision du code de la famille. «Je n'ai rien contre, l'on peut l'arranger tous les jours si cela peut nous faire du bien. Pourquoi pas ! Mais nos femmes doivent s'impliquer dans tous les problèmes qui touchent la société».

Pour le vice-président du FNC, l'Etat doit soutenir l'accès des femmes au pouvoir exécutif. Une décision importante. «Nous avons une femme maire et une wali déléguée, c'est tout je crois. Une participation qui ne dépasse pas les 4% ! C'est très peu», explique-t-il, précisant que des décisions politiques doivent être prises pour promouvoir la participation des femmes. «Avant tout, nous devons nettoyer la vie politique.

La vie politique telle qu'elle est aujourd'hui chez nous n'encourage pas la participation des cadres, des jeunes et des femmes». Arguant ses propos, Abdelmadjid Menasra affirme qu'il faudrait mettre fin à la corruption, au business politique et à la médiocrité ambiante et assurer des élections transparentes afin «d'aguicher» les Algériennes et leur ouvrir les portes du pouvoir. «La participation de la femme doit être effective, moderne et conséquente».

L'unique militante invitée à s'exprimer, Aïcha Hadjar, s'est contentée d'expliquer le volet technique, c'est-à-dire le meilleur système qui pourrait consacrer la participation féminine. En effet, en Algérie, les avis de la classe politique restent partagés sur l'application du système des quotas pour élargir la représentation politique de la femme.

Certains appuient l'application de ce système afin de surmonter les obstacles qui entravent la participation féminine (Assemblées élues commune, wilaya et Parlement), alors que d'autres voient ça comme un mépris.

«Les femmes doivent se présenter non pour représenter les femmes mais pour représenter toute la société.

Les candidates doivent également être élues par des hommes. Ces principes doivent être élargis, surtout que nos femmes investissent tous les secteurs économiques». Elle ajoute que ce n'est pas un service rendu à ces citoyennes à part entière mais un droit qui a toujours été consacré par l'islam.

Le FCN est un parti politique qui a été créé en mars dernier par des dissidents du Mouvement pour la société de la paix (MSP).

I. B.

AÏN-DEFLA

Déficit important du stockage sous froid

Pendant des années, il a été exigé du secteur de l'agriculture de produire le maximum. Des investissements colossaux ont été engagés, des dettes effacées, des filières plus ou moins soutenues, des crédits bonifiés accordés, des contrats de performance de production atteints et même dépassés pour certains produits ici et là. Maintenant, il reste à valoriser cette production, éviter les pertes, réguler les marchés, diminuer la facture des importations, protéger et le consommateur et le producteur.

Ces nouveaux objectifs ne peuvent être atteints que si se développe réellement une industrie agroalimentaire, la transformation surtout, ce qui n'est pas le cas ou très peu en attendant, il reste à développer au maximum les capacités de stockage sous froid.

Tout le monde est conscient maintenant que le stockage sous froid est une facteur de valorisation d'une production excédentaire et diversifiée notamment pour la pomme de terre, les fruits à pépins et produits maraîchers à la wilaya d'Aïn Defla bien plus qu'ailleurs, l'augmentation des capacités de stockage sous froid s'impose aujourd'hui comme une nécessité incontournable.

Avec sa production agricole estimée à plus d'un million de tonnes dont 5 200 000 qx de pomme de terre, 1 500 000 qx de produits maraîchers, 800 000 qx de fruits à pépins, 150 000 qx de viandes blanches et ses 80 millions d'œufs. Le besoin en capacités de stockage est estimé à 500 000 m³ et les disponibilités actuelles ne sont que de l'ordre de 200 000 qx, cela donne une idée du déficit existant dans ce domaine soit 300 000 m³. Les disponibilités actuelles de la wilaya d'Aïn Defla sont le résultat du soutien de l'Etat dans le cadre du PN DA pour 43 bénéficiaires et de 30 promoteurs qui ont réalisé des chambres froides sur leurs fonds propres ; toutes ces structures étant réparties sur 16 des 36 communes que compte la wilaya.

Aïn Defla, carrefour des échanges commerciaux important, surtout dans le domaine agricole (alimente 28 wilayas du pays en pommes de terre et en semences), une situation géographique de choix, à proximité de grandes zones urbaines (Alger, Blida, Chlef et Tipasa) de 3 marchés de gros parmi les plus importants, avec des échanges facilités par un réseau routier densifié qu'est venue compléter l'autoroute Est-Ouest, dispose d'un large potentiel agricole productif dont la valorisation par le développement de la chaîne du froid devient déterminant sur le chemin de l'objectif national, celui de l'auto-satisfaction des besoins alimentaires du pays.

En investissant davantage dans le domaine du froid, cela permettra d'équilibrer l'équation de l'offre et de la demande et ainsi stabiliser les prix des produits.

Sur le plan local, cela permettra aussi de générer quelque 300 postes de travail permanents, notamment par les formations spécialisées, les installations, les services après-vente et autres maintenance.

Sur le plan commercial, l'incidence sur les prix de détail ne sera que positive parce qu'avec des capacités suffisantes de stockage sous froid, cela permettra de faire barrage aux écluses que dressent les intermédiaires et d'éviter la vente sur pied.

Sur le plan micro-économique, le développement et la multiplication des structures de stockage sous froid ne pourra qu'induire une dynamisation de l'activité agricole dans les communes rurales. Facteur très important aussi, stocker dans de bonnes conditions, c'est réduire au maximum les pertes importantes qu'on enregistre lors des stockages par les méthodes archaïques.

Pour mettre en œuvre la poursuite du développement et la multiplication des structures de stockage sous froid, de capacité moyenne (1 500 à 2 500 m³) on préconise qu'il s'agira d'abord d'identifier les promoteurs ayant déjà réalisé les travaux de génie civil, d'accorder la priorisé aux produis stratégiques (pommes de terre de semence et de consommation, maraîchages , viandes) en les édifiant blanches sur les sites de production même (vergers et exploitations agricoles) mais aussi de tenir compte des aptitudes financières des promoteurs parce qu'il s'agit là d'investissements assez lourds.

A l'heure actuelle, il a été recensé 41 projets éligibles qui aboutiraient s'ils venaient à être concrétisés, à renforcer la capacité de stockage sous froid d'un volume supplémentaire de 74 000 m³ qui pourraient stocker dans des conditions optimales quelque 20 000 t de pommes de terre de semences et 30 000 t pour la consommation. Cela nécessiterait un montage financier d'un montant de plus de 40 milliards de centimes.

Le plan de développement de la chaîne de froid prévoit l'extension des structures déjà opérationnelles par un accroissement des moyens techniques de fonctionnement (chariots élévateurs, trieurs, agencements...), une aide à l'investissement de la part de l'Etat pour l'équipement des structures dont les bâtisses sont déjà réalisées, enfin les projets en attente à réaliser entièrement.

Produire ne suffit pas, encore faudra-t-il sauvegarder la totalité de la production aux fins d'économie en évitant des pertes. Si elles venaient à être évitées, elles seraient comptabilisées comme un surcroît de production.

Karim O.

WATANIYA TELECOM ALGÉRIE

Nedjma sponsorise la cérémonie «Trophée Export» de l'année 2010

Partenaire privilégié des opérateurs économiques nationaux, Wataniya Telecom Algérie-Nedjma sponsorise, pour la deuxième fois consécutive, la cérémonie de remise de trophées aux meilleurs exportateurs algériens, «Trophée Export» de l'année 2010.

Cet événement, prévu le 15 juin 2011, à Alger, est organisé par le World Trade Center Algeria. Il récompense, depuis 2003, les entreprises algériennes ayant réalisé les meilleures performances à l'export, hors hydrocarbures.

A cette occasion, Nedjma présentera ses solutions et offres voix et Data dédiées aux entreprises dont le Blackberry. A travers ce sponsoring, Nedjma confirme sa position d'entreprise citoyenne, amplement engagée dans la promotion et le soutien aux opérateurs économiques algériens.

BLIDA

Des dizaines de non-bénéficiaires de logements RHP de Beni-Tamou assiègent la mairie

Des dizaines de citoyens de la commune de Beni Tamou, située à 10 km au nord de Blida, assiègent depuis mardi dernier, le siège de la mairie au motif que leurs noms n'ont pas figuré sur la liste des logements RHP, affichée tout dernièrement.

Ils demandent l'annulation de cette liste et l'ouverture d'une enquête pour connaître les tenants et les aboutissants de cette distribution qu'ils ont qualifiée d'abusive d'autant plus que le président de la commission des logements a refusé, avons-nous appris, de signer la liste.

Ces logements RHP, au nombre de 95 et construits en 1995 aux lieudits El Merdjia et domaine agricole Haroun, ont été distribués, disent les contestataires, à des personnes inconnues dans la région qui ne remplissent pas les critères pour faire partie des bénéficiaires ainsi qu'à d'autres qui seraient des proches des responsables locaux.

Par ailleurs, le président de la commission des logements a fait savoir qu'il a refusé de signer la liste des 95 logements RHP de Beni Tamou, tout comme, précisera-t-il, il a saisi par écrit tous les membres de la commission pour s'abstenir de valider ladite liste.

M. B.